



Convention de cofinancement entre la Communauté de Communes des Pyrénées Haut Garonnaises et la Société SMBT représentée par M ANEL Florent

Pour la mise en œuvre des aides à l'immobilier d'entreprise

- Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des 107 et 108 du Traité,
- Vu le régime cadre no SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020,
- Vu le régime d'aide no SA.40453 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME pour la période 2014-2020,
- Vu le règlement no 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis,
- Vu la loi NOTRE n°2015-991 sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République votée le 7 août 2015, confiant notamment au bloc communal la compétence exclusive dans le domaine des aides à l'immobilier d'entreprise,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et plus particulièrement les articles L 1511-1 à 1511-3, et R 1511-4 et suivants portant sur les aides à l'investissement immobilier d'entreprise,
- Vu la délibération n°CP/2017-DEC/09.18 du Conseil Régional sur l'attribution des aides à l'immobilier,
- Vu la délibération n°D486 de la Communauté de Communes « Pyrénées Haut Garonnaises » en date du 14 novembre 2019 approuvant la création d'un dispositif d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sur son territoire,
- Vu la délibération n°D32 de la Communauté de Communes des Pyrénées Haut Garonnaises en date du 11 mars 2021 approuvant le nouveau règlement d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sur son territoire,
- Vu le courrier du 4 octobre 2019 de demande de subvention et de présentation du projet,
- Vu la délibération n° D60 de la Communauté de Communes des Pyrénées Haut Garonnaises en date du 15 avril 2021 approuvant l'attribution d'une aide à l'immobilier pour 21 000 € HT.

Entre

La Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises représentée par Monsieur Alain PUENTE, Président, ci-après désignée par les termes « CCPHG »,

et

La société SMBT, représentée par son Gérant, M ANEL Florent.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Société SMBT en tant que bénéficiaire – 31800 Labarthe Inard – n° RCS 480 800 325, a pour projet d'agrandir son espace de production, d'étendre sa gamme actuelle de vente de bandes transporteuses, développer l'offre de service de montage et de maintenance de sangles élévatrices pour la manutention dans divers domaines industriels et agricoles. Pour répondre à ce projet, M ANEL a fait l'acquisition d'un terrain sur la zone du Bazert à Gourdan Polignan pour construire un bâtiment d'une surface de 380 m².

Dans ce cadre, la présente convention autorise l'intervention de la CCPHG pour apporter son soutien au financement de ce projet dans le cadre de sa compétence en termes d'Aide à l'Investissement Immobilier d'Entreprises.

Article 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

- achever l'ensemble des opérations faisant l'objet d'une aide à l'investissement immobilier dans un délai de 3 ans maximum à compter de la date de signature de la convention d'attribution et à fournir les pièces justificatives d'exécution de cette dernière,
- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'opération,
- maintenir son activité dans le bâtiment aidé pendant 3 ans,
- respecter les termes de la présente convention, à défaut le montant de la subvention deviendra exigible,
- informer la CCPHG de toute modification majeure ayant trait à l'opération ou au bénéficiaire de l'aide pouvant conduire à modifier la nature ou le déroulement de l'opération et en particulier,
- informer la CCPHG de toute procédure collective engagée envers le bénéficiaire,
- notifier préalablement à son intervention, toute opération en capital affectant le contrôle du bénéficiaire du programme aidé,
- notifier préalablement à son intervention, toute opération conduisant au déménagement de l'établissement soutenu,
- informer la CCPHG de toute renonciation à exploiter industriellement les résultats de l'action aidée sur le territoire de la CCPHG, ou de toute cession de l'exploitation à un tiers. La cession de l'exploitation à un tiers s'entend du transfert, de l'utilisation ou de la propriété de découvertes, inventions, procédés, méthodes, produits matériels, logiciels réalisés ou élaborés à l'occasion du programme, y compris lorsque ce tiers est une filiale du groupe auquel appartient le bénéficiaire,

- informer la CCPHG de toute initiative de communication publique mentionnée (inauguration, pose « première pierre », visite chantier, etc.),
- faire état du concours de la CCPHG sur un affichage sur le bien immobilier en question,
- faire connaître le soutien de la CCPHG lors des actions de relations de presse (dossiers et communiqués de presse, conférences de presse, etc.), en étroite concertation avec la CCPHG,
- apposer, sur tout document informatif relatif à l'opération subventionnée, le logo de la CCPHG.

En cas de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire, de cessation d'activités ou de délocalisation de l'activité hors du territoire de la CCPHG, la totalité des sommes restant dues devient immédiatement exigible.

En cas de cession de l'entreprise, la CCPHG pourra décider du maintien de l'aide en faveur du repreneur de l'entreprise. A défaut, les sommes restantes dues deviendront exigibles.

ARTICLE 3 : DELAI DE RÉALISATION

Le projet accompagné a démarré le _____ et prendra fin le _____.
 Une prorogation peut être éventuellement accordée à la demande du bénéficiaire par la CCPHG, en cas de nécessité justifiée par lui avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du programme de développement ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait et à condition que le programme ne soit pas dénaturé.

Article 4 : MODALITÉ DE CALCUL DE LA SUBVENTION

Le coût total du projet est de 355 375,37 €/HT.

Selon plan de financement ci-après (*base HT*) :

Immobilier		
Intitulé	entreprise	Montant HT
Gros œuvre	Giuliani	133 110,17
Structure métallique	BCM	124 047,86
Menuiseries (dont portes sectorielles)	ABP	16 992,91
Placo	Oliviera Rogel	12 084,03
Peinture	CCL	613,77
Electricité	MBS	12 361,43
Plomberie	MBS	6 675,20
Foncier		25340
Honoraires architectes	PY Barrau	24150,00
	TOTAL	355 375,37
SIMULATION FINANCIERE avec foncier		
Total dépenses HT		355 375,37
Total dépenses éligibles HT		350 000,00
Aide publique max 20%		70 000,00
Aide Région 70%		49 000,00
Aide CCPHG 30%		21 000,00

Le montant maximum d'aides publiques est de 30% pour une PME en zone AFR.

Conformément à la notification de la Région d'accorder 70% des aides publiques et les intercommunalités 30%, la subvention attribuée pour la réalisation de ce projet s'élève à 21 000 € HT.

La subvention ainsi accordée ne pourra, en aucun cas, être réévaluée pour quelque motif que ce soit. Au contraire, si le montant définitif des dépenses relatives à l'échelle éligible s'avère inférieur à l'estimation initiale, la subvention sera réduite au prorata de son coût réel HT.

Article 5 : MODALITES DE VERSEMENT

La subvention interviendra en deux versements sur demande du représentant de l'entreprise et sur présentation des justificatifs attestant du commencement de la réalisation de l'opération (rénovation ou construction), selon les modalités ci-jointes :

- Acompte de 30 % du montant de la subvention accordée sur production des documents nommés ci-après :
 - ♦ une demande écrite de déblocage de la subvention, datée et signée,
 - ♦ (pour le 1er acompte seulement) une attestation de commencement des travaux,
 - ♦ un état récapitulatif des dépenses éligibles (copie des factures acquittées afférentes à l'opération, et certifiées exactes)
- Solde de 70% du montant de la subvention prévue sur production :
 - ♦ une demande de paiement dûment complétée, datée et signée,
 - ♦ une attestation de fin de travaux,
 - ♦ un état récapitulatif des emplois créés et des dépenses acquittées visées par l'expert-comptable de la société ou la Banque, des pièces justificatives et des factures acquittées,
 - ♦ un état récapitulatif des ressources avec justifications associées (actes attributifs de cofinancier tel Région/État),
 - ♦ tout document de publicité ou d'informations avec la mention de la participation de la CCPHG,

Article 6 : SUIVI DE L'ACTION

L'action sera réalisée selon le plan de financement prévisionnel précisé dans l'annexe technique et financière et le calendrier de réalisation indiqué à l'article intitulé « délai de réalisation » de la présente convention. Le bénéficiaire s'engage à informer régulièrement la CCPHG de l'avancement de l'opération.

Toute modification du Plan de financement demandée par le bénéficiaire devra faire l'objet d'une décision favorable du conseil communautaire de la CCPHG et donnera lieu à un avenant à la présente.

A cette occasion, la CCPHG pourra procéder à une réduction de la subvention afin de respecter le taux maximum d'aide publique autorisé.

Dans la mesure où elles n'altèrent ni l'objet, ni la durée et les modalités d'exécution de l'opération prévues dans la présente convention, certaines modifications peuvent être effectuées par le bénéficiaire qui en informera préalablement la CCPHG.

La CCPHG se réserve le droit de s'y opposer dans un délai de 2 mois à réception de la demande formelle du bénéficiaire.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée de l'opération ou à utiliser une codification comptable adéquate avec un tableau de synthèse par poste de dépenses et, le cas échéant, d'une note explicative des clés de répartition utilisées.

Article 7 : CONTROLES

La CCPHG se réserve, en dehors de la vérification opérée au moment du versement de la subvention, le droit de procéder à toute autre forme de contrôle et de se faire remettre tout document nécessaire à la réalisation d'un audit financier portant sur des opérations ayant reçu un concours financier de la collectivité.

La subvention peut faire l'objet d'un contrôle sur pièces et/ou sur place dans un délai de trois ans suivant le paiement du solde. A cette occasion, le bénéficiaire devra fournir toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La CCPHG se réserve également le droit de contrôler la conformité de l'utilisation de la subvention au regard de l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Article 8 : NON VERSEMENT, REVERSEMENT ET SUSPENSION DES VERSEMENTS

En cas de non-respect des engagements du bénéficiaire et des clauses de la présente convention, la subvention ou dans le cas où le solde n'a pas été versé, la CCPHG se réserve le droit de demander le reversement des sommes indûment mandatées, soit dans leur intégralité, soit due en proportion, correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet ou à la finalité de l'aide.

Ces mêmes dispositions sont applicables dans le cas où le bénéficiaire ne remplit plus les conditions d'éligibilité liées au dispositif d'aide, notamment :

- lors de la revente de l'entreprise affectant le contrôle du bénéficiaire de l'aide,
- lors de l'opération en capital affectant le contrôle du bénéficiaire de l'aide,
- si le bénéficiaire est une entreprise en difficulté telle que définie par la réglementation européenne en vigueur.

Dans tous les cas, la décision de non-versement et/ou la demande de reversement par la CCPHG intervient après avoir informé le bénéficiaire du risque de mise en œuvre d'une procédure de non versement/reversement et l'invitant à apporter tous les éléments en sa possession justifiant du bon emploi des fonds publics alloués et/ou du respect des conditions d'éligibilité.

Cette mise en demeure est faite par lettre recommandée avec accusé de réception, le bénéficiaire disposant d'un délai de 1 mois courant à compter de la réception de cette mise en demeure pour apporter des éléments de réponse.

En outre et dans tous les cas, la CCPHG se réserve le droit de suspendre le paiement dans le cadre d'un contrôle sur pièces et/ou sur place.

ARTICLE 9 : CADUCITE

La subvention sera caduque de plein droit :

- si l'opération subventionnée ne justifie pas d'un début de réalisation dans un délai de 1 an à compter de la signature de la présente convention et achevé au plus tard dans les 3 ans maximum après son démarrage.
- si le bénéficiaire informe la CCPHG par courrier de son intention de ne pas réaliser l'opération subventionnée.

ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature et prend fin à l'issue des délais fixés au titre des engagements du bénéficiaire.

ARTICLE 11 : COMPTE RENDU FINANCIER

Le bénéficiaire s'engage à fournir à la CCPHG le compte rendu financier exigé par l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril dans les six mois suivants la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Fait en deux exemplaires
A Marignac, le

Pour le bénéficiaire
(nom, signature et cachet)

Pour la CCPHG
Le Président